

activités entreprises étaient, par exemple, liées à la conservation d'espèces individuelles de l'AEWA et de leurs habitats, à la fourniture de matériel optique et autres équipements techniques pour aider à l'étude et à la surveillance d'espèces et de leurs habitats, à la formation et à la sensibilisation de différents groupes cibles, et aux moyens de subsistance au bénéfice des communautés locales. Le Fonds de petites subventions de l'AEWA a également contribué au renforcement du réseau d'organisations concernées par la mise en œuvre de l'AEWA au niveau national.



©DPN: projet FPS / RNC de Tocc



©DPN: projet FPS / RNC de Tocc

Jusqu'alors, le Fonds de petites subventions s'est uniquement concentré sur la région d'Afrique, dans le cadre de l'Initiative africaine. Jusqu'en 2014, onze projets de onze pays d'Afrique ont été financés, équivalant à un montant de 200 000 euros. Parmi eux, on citera le projet de conservation du Flamant nain en Ouganda, ainsi que des activités de sensibilisation et de renforcement de la capacité réalisées en Gambie, se concentrant sur la gestion durable des îles Bijol et de leur avifaune.



©Wed Abdou

Ce programme de l'AEWA continue de dépendre largement des contributions volontaires fournies par des Parties à l'AEWA, des partenaires et autres donateurs. Le Secrétariat PNUE/AEWA encourage toutes les donations faites au Fonds pour maintenir ce programme et en est reconnaissant.

Le Fonds de petites subventions (FPS) de l'AEWA fonctionne parallèlement au Programme de petites subventions (PPS) de la CMS, qui facilite la mise en œuvre de la convention au niveau local, notamment dans les pays en voie de développement.

Adhésion de nouvelles Parties contractantes d'Afrique

Conserver efficacement les oiseaux d'eau migrateurs n'est possible qu'à travers une étroite coopération internationale tout le long de leur voie de migration. C'est pour cela qu'accroître le nombre de pays membres de l'AEWA est d'une importance vitale. Depuis le lancement de l'Initiative africaine, l'AEWA a accueilli onze nouvelles Parties d'Afrique (Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gabon, Mauritanie, Maroc, Rwanda, Swaziland, Tchad et Zimbabwe)² et plusieurs autres sont en bonne voie d'achever leur processus d'adhésion. Toutefois, il existe

toujours des lacunes à ce niveau, notamment en Afrique centrale et en Afrique australe. Le Secrétariat PNUE/AEWA a joint ses efforts avec son homologue du PNUE/CMS, ainsi qu'avec le Secrétariat de la Convention de Ramsar sur les zones humides, afin de promouvoir l'adhésion, par exemple par le biais d'ateliers conjoints visant les parties prenantes concernées des États de l'aire de répartition qui ne sont pas encore Parties à l'AEWA.

L'avenir de l'Initiative africaine

Depuis son lancement en 2009, l'Initiative africaine a réalisé des progrès significatifs en stimulant la mise en œuvre de l'AEWA en Afrique. Il est à présent crucial de continuer à construire sur les fondations posées afin de soutenir et de renforcer la conservation efficace à long terme des populations d'oiseaux d'eau dans la région. La mise en œuvre des activités exposées dans le Plan d'action pour l'Afrique exige un investissement financier substantiel et un engagement de la part de toutes les parties prenantes.

La générosité et le dévouement des organisations partenaires et des donateurs jouent un rôle absolument vital dans le cadre de cette initiative. Leurs contributions profitent aux principales activités renforçant la conservation des oiseaux d'eau migrateurs en Afrique. Le Secrétariat PNUE/AEWA tient à remercier tous les partenaires et donateurs qui ont aidé l'Initiative africaine, et espère qu'ils continueront à lui apporter leur soutien. Nous désirons également encourager de nouveaux donateurs à investir dans l'avenir de ce programme crucial.



©Tim Dodman

Le Secrétariat PNUE/AEWA est reconnaissant des contributions financières et en nature apportées jusqu'ici à l'Initiative africaine par les gouvernement de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, du Botswana, de la France, du Kenya, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie, du Royaume-Uni, du Rwanda, du Sénégal, de la Suisse, ainsi que par la Commission européenne, la Division du Droit environnemental et des Conventions (DELC) du PNUE, Wetlands International, BirdLife International, le Programme de conservation de la Grue d'Afrique (ACCP), Naturschutzbund Deutschland (NABU) – le partenaire de BirdLife en Allemagne, l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) et le World Wide Fund for Nature (WWF).

Contact

Secrétariat PNUE/AEWA
Campus de l'ONU
Platz der Vereinten Nationen 1
53113 Bonn
Allemagne
Tél. : +49 (0)228 815 2412
Courriel : aewa.secretariat@unep-aewa.org
www.unep-aewa.org



©Mark Anderson



Accord sur la conservation des
oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA)

L'INITIATIVE AFRICAINE

Pour les oiseaux d'eau migrateurs et les hommes



² Jusqu'en octobre 2015

Introduction

L'Afrique est d'une importance cruciale pour des millions d'oiseaux d'eau migrateurs tels que hérons, cigognes, ibis, flamants, canards, oies, grues et de nombreuses autres espèces qui dépendent des zones humides du continent pour leur reproduction, leur alimentation, leur repos et leur nidification. Pourtant, la survie de beaucoup de populations d'oiseaux d'eau est menacée. La région afro-tropicale, en particulier, a été le théâtre d'un déclin parfois dramatique et on y trouve le plus grand nombre de populations de l'AEWA classées sur la Liste rouge de l'UICN des espèces mondialement menacées.



©Steve Blain



©Mark Anderson

L'**Initiative africaine de l'AEWA** ou, en entier, l'Initiative africaine pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats en Afrique, est un ensemble de mesures de soutien concertées visant à promouvoir la mise en oeuvre de l'AEWA, et donc à aider à la conservation des populations d'oiseaux d'eau migrateurs menacés. L'Initiative, adoptée lors de la 4^{ème} session de la Réunion des Parties à l'AEWA (Résolution 4.9), est devenue opérationnelle en 2009.

Le Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique

Le **Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique** constitue la ligne directrice opérationnelle pour la mise en œuvre de l'Initiative africaine. Le plan, développé dans le cadre d'un processus hautement consultatif et adopté lors de la 5^{ème} session de la Réunion des Parties à l'AEWA en 2012, identifie diverses actions concrètes visant à traduire les objectifs du **Plan stratégique de l'AEWA** en résultats tangibles sur le terrain.

Les mesures incluses dans le Plan couvrent les domaines-clés d'activité de l'Accord, tels que l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action par espèce, l'identification et l'établissement d'un réseau de sites protégés, bien gérés et d'importance nationale et internationale pour les oiseaux d'eau, le renforcement de la capacité en vue de la conservation des oiseaux d'eau et l'augmentation du nombre de Parties contractantes à l'Accord en Afrique.



©NatureUganda

Le Plan d'action pour l'Afrique met tout particulièrement l'accent sur le renforcement de la capacité nationale destinée à la mise en œuvre de l'AEWA en Afrique. Une autre priorité est la participation des communautés locales à la conservation des oiseaux d'eau - une approche encouragée par le biais de projets pilotes ayant pour objet le renforcement des moyens de subsistance locaux en parallèle avec les efforts de conservation.

La responsabilité de la mise en œuvre du Plan d'action pour l'Afrique revient aux Parties contractantes de l'AEWA sur ce continent. Le Plan ne peut être efficace que si les États africains de l'aire de répartition intègrent les activités proposées dans des plans d'action, stratégies, politiques et autres outils de mise en œuvre nationaux appropriés, et allouent des ressources financières et humaines à la mise en œuvre au niveau national. Les États des autres régions de l'aire de répartition de l'AEWA, les organisations partenaires et le secteur privé peuvent également apporter une contribution importante, par exemple en fournissant un soutien financier et matériel supplémentaire pour les activités de mise en œuvre du Plan.

Le Secrétariat PNUE/AEWA fournit des conseils et appuis sur la mise en œuvre générale de l'Initiative africaine, y compris le Plan d'action pour l'Afrique. Au niveau sous-régional, des conseils spécifiques sont apportés par cinq coordinateurs sous-régionaux des points focaux, nommés au sein des points focaux nationaux de l'AEWA. Une aide technique supplémentaire est fournie par une Unité de soutien technique (UST), offerte par les gouvernements de la France et du Sénégal. L'UST est composée d'experts issus du Département sénégalais des parcs nationaux, du Département ministériel français de l'eau et de la biodiversité (MEDDE/DEB), du Centre de recherches de la Tour du Valat et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS/France).

Renforcement des capacités

En comparaison avec d'autres régions, le niveau de mise en œuvre de l'AEWA et de son traité mère, la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS), est relativement faible en Afrique. Un procédé majeur pour stimuler la mise en œuvre est le renforcement des capacités dans la région. Le développement et le renforcement des capacités sont donc des aspects importants du Plan d'action pour l'Afrique, objectifs à atteindre notamment par le biais de cours de formation ciblés.

Ce type de cours réunit diverses parties prenantes, parmi lesquelles des représentants gouvernementaux et des experts scientifiques, et couvre une grande variété d'aspects importants pour l'AEWA, tels que les concepts de voies de migration pour la conservation et l'utilisation durable des oiseaux d'eau et des zones humides, le renforcement des compétences pour la négociation des accords environnementaux multilatéraux et les rôles et responsabilités pour une mise en œuvre efficace de l'Accord.

Parmi les exemples de cours particulièrement réussis, on citera deux cours de formation des formateurs sur les concepts de voies de migration pour les experts techniques dont l'un destiné à l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe en 2013, et l'autre aux pays africains lusophones en



©Tim Dodman



©Tim Dodman



©Tim Dodman

2014. En outre, des ateliers de formation ont été organisés afin de renforcer la participation des Parties contractantes africaines et d'améliorer leur préparation aux Réunions des Parties, tout en leur fournissant une possibilité de consolider leurs intérêts régionaux.

Le Secrétariat PNUE/AEWA collabore avec le Secrétariat PNUE/CMS sur plusieurs de ses activités de renforcement des capacités, par exemple dans le cadre d'un projet majeur de l'ENTRP¹ financé par la Commission européenne.



©Tim Dodman

Plans d'action internationaux par espèce



Les plans d'action internationaux par espèce et multi-espèces (ISSAP/IMSAP) sont les principaux instruments élaborés sous l'égide de l'AEWA pour stimuler et guider des mesures coordonnées visant à la conservation efficace des populations d'oiseaux d'eau migrateurs dans toute leur aire de répartition.

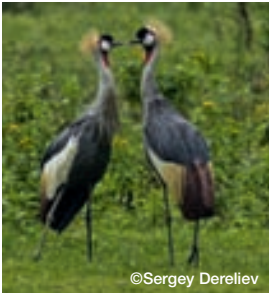
Plusieurs ISSAP ont été élaborés dans le cadre de l'Initiative africaine, parmi lesquels celui pour l'Aigrette vineuse (*Egretta vinaceigula*), le Bec-en-sabot du Nil (*Balaeniceps rex*) et la Grue royale (*Balearica regulorum*).

Parmi les autres espèces de l'AEWA pour lesquelles le développement d'ISSAP est hautement prioritaire pour l'Afrique, on distingue le Cormoran des bancs (*Phalacrocorax neglectus*), la Grue caronculée (*Grus carunculatus*), la Glaréole malgache (*Glareola ocularis*), le Manchot du Cap (*Spheniscus demersus*), le Fou du Cap (*Sula (Morus) capensis*), la Grue de

paradis (*Grus paradisea*) et le Dendrocygne à dos blanc (*Thalassornis leuconotus*). Trois de ces espèces ont été incluses dans le premier IMSAP récemment développé dans le cadre de l'Accord pour les oiseaux marins du système d'upwelling du courant de Benguela.



©rebeccafieldphotography.com



©Sergey Dereliev



©justbirds.it

Le Fonds de petites subventions – Soutien des actions de conservation sur le terrain

Le Fonds de petites subventions de l'AEWA est une source de soutien financier aidant à la promotion de la mise en œuvre de l'AEWA dans les pays en développement ou en transition économique. Depuis son lancement en 2010, il a bénéficié à des organisations gouvernementales et non gouvernementales en finançant un vaste éventail de projets. Les

¹ ENRTP – Programme thématique pour l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles dont l'énergie